

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80 140  
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 13 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PURFER (Ex GDE)**

ZI des Bruyères  
71000 Mâcon

Références : AC/NM/2024/M\_85  
Code AIOT : 0024700069

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement PURFER (Ex GDE) implanté ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71 000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER (Ex GDE)
- ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71 000 Mâcon
- Code AIOT : 0024700069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploite des installations de :

- tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux,
- traitement de déchets non dangereux (cisaillage de déchets de métaux),
- stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conception et réalisation des travaux de mise en conformité bruit	AP de Mise en Demeure du 16/05/2021, article 1	liquidation partielle d'astreinte	-
2	Justification du retour à la conformité	AP de Mise en Demeure du 16/05/2021, article 1	liquidation partielle d'astreinte	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les études demandées pour déterminer les travaux à mener pour retrouver une conformité sur le bruit n'ont pas été réalisées.

Des mesures organisationnelles ont été menées par l'exploitant sans s'appuyer sur un bureau d'étude qualifié, avec des résultats, mais les émissions restent non conformes.

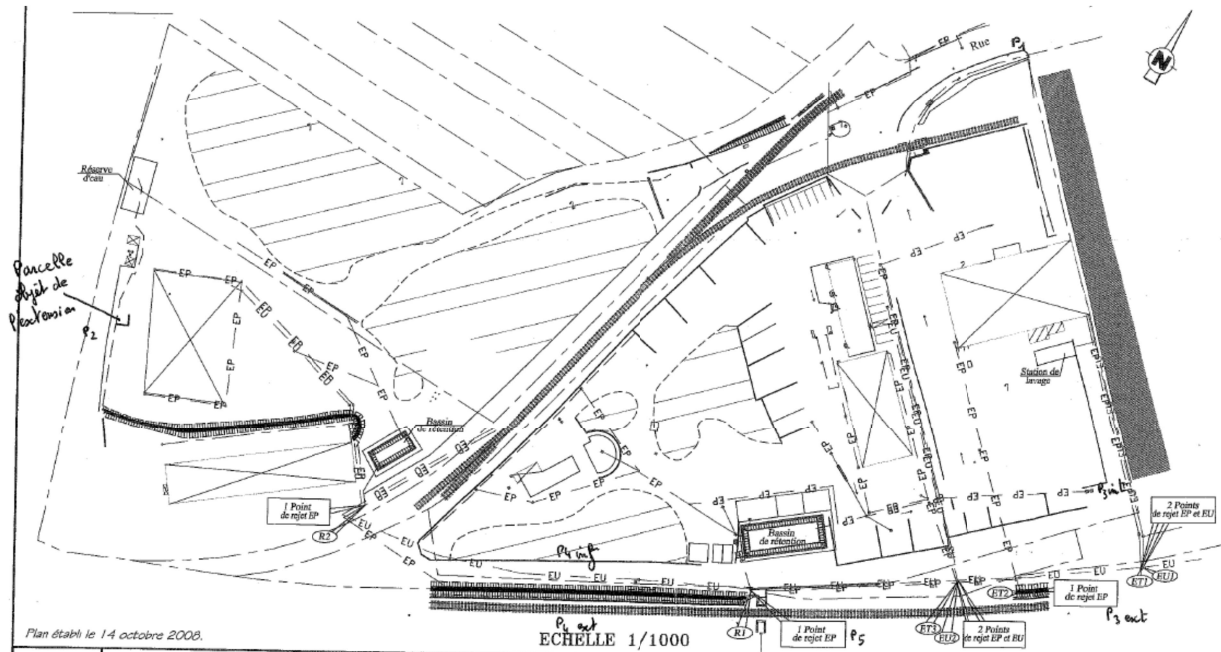
Suite à l'inspection, l'exploitant a fait établir un devis pour les études nécessaires.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conception et réalisation des travaux de mise en conformité bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PURFER, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter : (1) les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en : <ul style="list-style-type: none"><li>◦ fournissant des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en acoustique dans un délai de 3 mois. Cette proposition devra être accompagnée de justifications basées sur des modélisations acoustiques réalisées par un bureau d'étude spécialisé en acoustique ;</li><li>◦ transmettant le ou les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 5 mois ;</li><li>◦ transmettant un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 6 mois ;</li><li>◦ réalisant les travaux de mise en conformité dans un délai de 17 mois ;</li></ul>

L'exploitant déclare vouloir améliorer la situation, notamment vis-à-vis d'un riverain plaignant. Une plainte a été déposée à l'encontre de la société PURFER en septembre 2020, portant notamment sur des nuisances sonores ressenties au sud est du site (entre P3 ext et P5 sur le plan ci-dessous).



Arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008 – Annexe 1

L'exploitant indique que la source identifiée des nuisances sonores serait la cisaille, appareil chargé de compresser puis débiter les déchets métalliques. Il indique avoir équipé l'appareil de silent bloc et de silencieux sur la pelle utilisée conjointement. D'autres mesures organisationnelles ont été prises mais aucune issue de travaux préconisés un bureau d'étude compétent.

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'étude spécialisé en acoustique.

Conséquemment, il n'est pas en mesure de fournir les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité, ni de fournir un échéancier, ni de réaliser les travaux de mise en conformité.

La mise en demeure n'est pas respectée.

Une liquidation partielle des n° astreinte 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative l'exploitant du 26 juillet 2022 est proposée.

Par mail du 13 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis du 8 février 2024 de la société AIROPTA portant sur des mesures acoustiques sur site, des modélisations incorporant une modification du tracé de route autour du site [voir point de contrôle suivant], des propositions d'aménagements acoustiques. Cette étude pourrait correspondre au 1<sup>er</sup> point exigé par la mise en demeure du 19 mai 2021, sous réserve que les travaux proposés conduisent à un retour à la conformité sur l'ensemble des points fixés en annexe de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Liquidation partielle d'astreinte

**N° 2 : Justification du retour à la conformité sur les émergences sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]<b>le retour à la conformité devra être justifié par la réalisation de nouvelles mesures de la situation acoustique dans un délai de 18 mois.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance, et transmis par mail du 7 février 2024, une étude réalisée par dBVib datée du 13 septembre 2023.</p> <p>Cette étude pointe un retour à la conformité des émergences mesurées sur le point P3 ext (3.0 pour 5.0) Les émergences aux points P4 ext et P5 restent non conformes avec un fort écart (respectivement 13.5 pour 5 et 11.0 pour 5). De plus, les mesures n'ont pas été réalisées aux points P1, P2, P3 int, P4 int fixés en annexe de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008.</p> <p><b>La mise en demeure n'est pas respectée.</b></p> <p>Il est rappelé que l'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative l'exploitant du 23 juin 2023 porte sur le retour à la conformité et est applicable à compter du 12 avril 2024.</p> <p>L'étude indique néanmoins que les mesures organisationnelles mises en place ont permis une réduction de la pression acoustique mais que, dans un même temps, le bruit résiduel a diminué, ne permettant pas une réduction des émergences.</p> <p>L'exploitant déclare être en cours de négociation avec la communauté de commune pour un agrandissement de son site et d'une possible réorganisation des installations pour éloigner la cisaille des limites sud de son site, et un remplacement par un équipement récent et moins bruyant. Ces aménagements sont prévus pour fin 2025, sans aucune certitude.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas pouvoir investir dans des éléments de réduction de bruit qui ne seraient pas pérennes.</p> <p>L'exploitant indique que des travaux pour modifier le tracé de la route contournant le site auront lieu début 2025, si les négociations avec la collectivité pour l'agrandissement du terrain aboutissent. Ceci conduirait à une évolution du trafic et donc du bruit résiduel.</p> <p>L'exploitant indique commander des simulations de bruit résiduel intégrant ces modifications de la route.</p> <p>Par mail du 13 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis du 8 février 2024 de la société AIROPTA portant sur des mesures acoustiques sur site, des modélisations incorporant une modification du tracé de route autour du site, des propositions d'aménagements acoustiques.</p> <p><b>L'exploitant transmettra cette étude après réception.</b></p> <p>L'exploitant indique que la construction d'un lotissement est prévue à proximité immédiate du point P4 ext. Le retour rapide à la conformité sur ce point est donc nécessaire.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> transmission d'éléments